



Recueil de la jurisprudence

Arrêt de la Cour (huitième chambre) du 24 janvier 2013 – 3F / Commission

(affaire C-646/11 P)

«Pourvoi — Aides d'État — Mesures de réduction fiscale — Marins travaillant à bord des navires inscrits sur le registre international danois — Article 88, paragraphe 3, CE — Phase préliminaire d'examen — Décision de la Commission de ne pas soulever d'objections — Recours en annulation — Conditions d'ouverture de la procédure formelle d'examen — Existence de doutes en ce qui concerne la compatibilité de l'aide avec le marché commun — Délai d'examen»

1. *Aides accordées par les États — Examen par la Commission — Phase préliminaire et phase contradictoire — Compatibilité d'une aide avec le marché commun — Difficultés sérieuses de nature à susciter des doutes — Obligation de la Commission d'ouvrir la procédure contradictoire — Charge et étendue de la preuve dans le cas d'un recours en annulation de la décision de ne pas soulever d'objections — Durée de la procédure préliminaire ne pouvant pas démontrer l'existence desdites difficultés (Art. 87, § 1, CE et 88, § 2 et 3, CE; règlement du Conseil n° 659/1999, art. 4, § 3 et 4, et 6, § 1) (cf. points 24-28, 30-32, 47, 54)*
2. *Pourvoi — Moyens — Moyen non soutenu par une argumentation juridique — Simple répétition des moyens et arguments présentés devant le Tribunal — Absence d'identification de l'erreur de droit invoquée — Irrecevabilité [Art. 256, § 1, TFUE; statut de la Cour de justice, art. 58, al. 1; règlement de procédure de la Cour, art. 168, § 1, d), et 169, § 2] (cf. points 51, 52, 73)*
3. *Pourvoi — Moyens — Motivation insuffisante ou contradictoire — Portée de l'obligation de motivation — Recours par le Tribunal à une motivation implicite — Admissibilité — Conditions (Statut de la Cour de justice, art. 36 et 53, al. 1; règlement de procédure du Tribunal, art. 81) (cf. points 63, 64, 70)*
4. *Pourvoi — Moyens — Moyen présenté pour la première fois dans le cadre du pourvoi — Irrecevabilité (Règlement de procédure de la Cour, art. 170, § 1) (cf. point 71)*

Objet

Pourvoi formé contre l'arrêt du Tribunal (deuxième chambre) du 27 septembre 2011, 3F/Commission (T-30/03 RENV), par lequel le Tribunal a rejeté une demande d'annuler la décision C (2002) 4370 final de la Commission, du 13 novembre 2002, de considérer aides d'Etat compatibles avec le marché commun les mesures de réduction fiscale applicables aux marins à bord des navires danois (Affaire C-319/07 P renvoyée après cassation).

Dispositif

- 1) Le pourvoi est rejeté.
- 2) Falles Fagligt Forbund (3F) est condamné aux dépens.
- 3) Le Royaume de Danemark supporte ses propres dépens.